

Cette année-là, le gouvernement socialiste change de cap et annonce un plan d'austérité pour faire face à la crise économique. En 2008, le choc n'est plus intérieur mais mondial.

1983

Le tournant de la rigueur

Jacques Marseille*

Si la notion de « tournant historique » ne doit pas être galvaudée, il est des moments où son application prend vraiment sens. Le « tournant de la rigueur » pris en 1983 en fait partie même si les Français ne l'ont pas spontanément rangé dans la galerie de leur mémoire, on verra pourquoi. Deux chiffres suffisent à en prendre la mesure. En 1960, la part de la valeur ajoutée – le « partage du gâteau » de la richesse nationale – allant à la rémunération du travail représentait 49,3% et celle prélevée par le capital, 50,7%. En 1983, la part du travail était montée à 64,3% et celle allouée au capital avait chuté à 35,7%. En 1988, le travail ne se partageait plus que 57,8% de la valeur ajoutée et le capital était remonté à 41,2%. Jamais, dans l'histoire longue, le

* Professeur à Paris-I Sorbonne.

travail n'a été aussi mis à mal en une aussi courte période.

Autre statistique tout aussi capitale : en 1988, le financement de l'économie française était encore assuré pour 76,5% par les établissements de crédit dont les plus importants étaient nationalisés ; les « marchés » libres n'étaient donc alors à l'origine que d'un peu moins du quart du financement total de l'économie. En 1996, ces derniers représentaient désormais 70,5% et les banques 29,5% seulement.

Ces deux évolutions statistiques marquent bien une rupture structurelle majeure dans l'histoire économique, sociale et financière de la France. L'argent, ici symbolisé par la part du capital dans la richesse créée et celle du marché

Retour au réel. François Mitterrand, en compagnie de son Premier ministre Pierre Mauroy, le 25 avril 1983. Rattrapé par les mauvais résultats économiques, le président doit stopper sa politique de relance.

libre dans le financement de l'économie, prend une fois de revanche sur une évolution antérieure qui l'avait ruement malmené. Le principal paradoxe est que cette révolution des marchés de l'argent tentée en vain par tous les gouvernements de droite : conservateurs, depuis les débuts de la V^e République au moins, s'est

réalisée sous les auspices d'un gouvernement à majorité socialiste avec participation de ministres communistes – formé au lendemain d'une victoire électorale de François Mitterrand le 10 mai 1981 sur la base d'un programme commun qui devait marquer la victoire des forces du travail sur celles du capital. Autrement dit, le passage d'une économie administrée à une



La poussée des dépenses publiques se traduit par une croissance de la dette qui passe d'un peu moins de 300 milliards de francs en 1981 à près de 800 milliards en 1984.

nomie des marchés financiers a été le produit d'une alternance politique à gauche. Telle est bien la raison pour laquelle ce moment de l'histoire n'est toujours pas « célébré » à sa juste mesure – ni par les Français de droite ni par les Français de gauche – alors que c'est bien en 1983 que les dirigeants socialistes, confrontés aux réalités du pouvoir, ont dû brutalement se convertir au réel, c'est-à-dire au libéralisme.

La chronologie de cette « conversion » résume à elle seule le chemin de croix ou la force de la ruse de celui (François Mitterrand), qui avait proclamé en juin 1971 au congrès d'Epinay : « Réforme ou révolution ? La révolution est d'abord une rupture. Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent du Parti socialiste. Le véritable ennemi, celui qu'il faut déloger, c'est le monopole ! Terme extensif pour signifier toutes les puissances de l'argent, qui corrompt, qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ! »

Au lendemain de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, les nombreuses réformes promises par le programme commun de gouvernement sont mises en œuvre alors que c'est Jacques Delors qui le confesse a posteriori dans le colloque consacré aux années 1981-84 « personne ne faisait confiance à un programme qui paraissait tourner le dos à ce que nous avions appris, ou à ce que les autres avaient appris, de la période en cours » (1). Inspirées par une idéologie que les mutations de l'économie mondiale n'avaient pas ébranlée et par une mythologie alimentée par les souvenirs de 1936 et de 1945, les nationalisations qui devaient servir de fer de lance à la relance transfèrent entre les mains de la nation la Compagnie générale d'électricité, Thomson-Brandt, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Usinor, Sacilor, Matra, Dassault, Suez, Paribas, le Crédit du Nord, le CIC, Rothschild... A la suite de ce vaste mouvement, le secteur public contrôle désormais 24% des effectifs salariés, 30% du chiffre d'affaires

des entreprises ayant une activité industrielle, ainsi que 90% des dépôts bancaires et 85% des crédits distribués. Avec les entreprises déjà nationalisées, c'est 40% du produit national qui est sous le contrôle de l'Etat, faisant de la France de 1981 une Union soviétique qui aurait réussi à concilier collectivisme et démocratie.

NATIONALISATIONS EN PÉRIL

Toutefois, alors qu'en 1980, les dix nouvelles entreprises nationales industrielles étaient bénéficiaires, à l'automne 1982, on découvre que six d'entre elles ont des pertes de plus de 10 milliards de francs cumulés. Les 24 milliards de francs investis pour relancer la croissance ne servent qu'à éviter la faillite de ces sociétés. Dans une note alarmiste au président datée du 2 novembre 1982, Laurent Fabius, ministre du Budget, insiste sur le fait que les entreprises nationalisées sont en fait des « gouffres » qui se caracté-



sent par « une gestion médiocre », « une stratégie inexistante ou inconnue » et « une absence de maîtrise de l'Etat ».

Pour relancer la consommation – en bonne logique keynésienne –, le Smic est augmenté de 10% dès le mois de juillet 1981, le minimum vieillesse de 20% et les allocations familiales de 25% le 1^{er} décembre. Par ailleurs, dès le mois de juin 1981, il est décidé de créer 55 000 emplois dans le secteur public. Enfin, dans la perspective de « Vivre mieux, changer la vie », l'ordonnance du 18 janvier 1982 accorde une cinquième semaine de congés payés et la durée

légal du temps de travail est ramenée à 39 heures par semaine.

Cette euphorie financière est immédiatement prise à revers par le réel. Ses résultats révèlent une surprise de taille : alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible avait augmenté de 1,8% pendant le premier trimestre de 1981, soit avant l'arrivée au pouvoir des socialistes, il n'augmente plus que de 1,2% sur l'ensemble de l'année et baisse de 0,3% de 1981 à 1983. Pire, la France enregistre entre 1981 et 1986 une baisse absolue de l'emploi total, les effectifs employés dans l'industrie étant infé-



rieurs au premier trimestre de 1986 de 12,7% à ceux du premier trimestre 1981.

Surtout, la poussée des dépenses publiques se traduit par une spectaculaire croissance de la dette qui, en valeur courante, passe d'un peu moins de 300 milliards de francs en 1981 à près de 800 milliards en 1984. Le déficit du budget, qui s'élevait à 1% du PIB en 1980 s'élève à 3,5% en 1983. Dès avril 1982, Jacques Delors, le ministre des Finances, évoque des « perspectives financières catastrophiques » et, pointant l'effet cumulatif de l'accroissement de la dette, ajoute : « Nous sommes dans un engrenage diabolique ». Dès mars 1983, à la suite de difficiles négociations avec la Banque centrale d'Arabie Saoudite pour un ensemble de prêts directs en dollars, le Trésor avertit que l'endettement extérieur n'est pas « sans risque majeur pour notre indépendance ».

Que faire ? Tenter le « socialisme dans un seul pays » ou bien choisir la solidarité européenne au détriment des vieilles lunes du socialisme romantique ? Le 15 mars 1983, après la défaite

Rupture. Le troisième gouvernement de Pierre Mauroy, le 23 mars 1983, sur le perron de l'Élysée. Photo à gauche : Jacques Delors, ministre des Finances et promoteur de la rigueur, avec le président, le 28 mai 1983.

de la gauche aux municipales, les réserves de change ne permettent pas de tenir plus de quinze jours en cas de flottement du franc. Le 25 mars, Jacques Delors annonce un plan d'austérité destiné à combler le déficit de la balance de paiements et du budget. « La rigueur, affirme Pierre Mauroy, pour permettre à la France de rester dans les premiers rangs des pays développés et

réussir l'adaptation aux mutations technologiques et industrielles. »

Dans *Le Matin*, Jean-François Kahn écrit : « Le pouvoir socialiste n'a que deux ans d'âge. Et cependant, il apparaît déjà voûté et courbatu. Prématurément vieilli par le poids du réel, comme si, sur l'avenant visage du changement, s'étaient déjà creusés les rides des rêves envolés. » En 1985, après le refus d'une subvention gouvernementale à Manufrance, Jacques Attali note dans *Verbatim*, « la gauche n'est plus ce qu'elle était. Mais qu'est-elle alors ? » La question mérite toujours d'être posée. ●

(1) François Mitterrand. *Les années du changement, 1981-1984*. Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco, Perrin, 2001.

CHARLES WYPLOSZ*

« LE PROBLÈME DE LA FRANCE VIENT DE LA RÉCESSION, PAS DE SES DÉFICITS »



« La situation actuelle n'a absolument rien à voir avec celle de 1983. A l'époque, la maison brûlait, le gouvernement était au pied du mur, conséquence des mesures d'un autre âge (nationalisation des banques et ouverture des vannes monétaires et budgétaires qui avaient provoqué trois dévaluations) qu'il avait prises. Aujourd'hui, le choc est externe : la situation économique internationale s'apparente davantage, en plus grave, au choc pétrolier de 1981 et à la crise financière de 2001. Dans ce contexte, la France fait à peu près la même chose que ses partenaires, tandis que l'euro et la Banque centrale européenne nous protègent d'une crise des changes.

Il faut donc en finir avec ce catastrophisme budgétaire et cette néo-orthodoxie officielle. La France est dans la moyenne européenne. Depuis dix ans, le déficit tourne autour de 2%. Il est d'à peine 3% aujourd'hui. Il n'y a pas de quoi crier au feu. Quant à la dette, elle résulte certes de la supercherie scandaleuse à laquelle se sont livrés tous les gouvernements depuis vingt-cinq ans, mais elle se place très bien sur les marchés étrangers. François Fillon a bien parlé de « faillite », mais il l'a beaucoup regretté. C'était une erreur. La France n'est pas du tout en faillite.

Le problème de la France n'est pas ses déficits mais la récession mondiale et les deux prochaines années qui s'annoncent difficiles. Dans ces conditions, je n'hésiterais pas à augmenter le déficit budgétaire, même si cela fait désordre alors que la France préside le Conseil de l'Union européenne. On dit que la relance de la consommation profiterait d'abord à nos partenaires, via les importations, mais c'est faux. Les importations représentent un quart du PIB, le reste demeure à la maison. D'ailleurs, si la France n'a pas trop mal résisté jusqu'ici c'est bien, par chance, grâce au paquet fiscal de l'an dernier, même s'il n'a pas été conçu dans cet esprit et qu'on aurait pu s'épargner de la dépense envers des catégories qui n'en avaient pas besoin.

A cet égard, les niches fiscales et sociales sont une forme élégante de corruption des groupes sociaux et professionnels. Ce que les Américains appellent la « *pork barrel policy* » (servir la soupe). Dans le meilleur des mondes, tout le monde devrait être au même régime. Que les parlementaires [rapports Migaud-Carrez et Bur, NDLR] se saisissent de cette question est un bon signe, tant l'on sait que toucher aux petites et grandes rentes fâche beaucoup de monde. »

* Professeur d'économie à l'Institut universitaire de hautes études internationales, université de Genève, coauteur de *La Fin des privilèges* (Hachette).